



## Sommaire :

Editorial

Les écolos et leurs 32 heures

Consommez français !

Historiquement Incorrect, de Jean Sévilla

Des granits et des tramways

L'argent, le blé, l'oseille...

L'Etat, la démagogie et le droit de penser

Sire, de Jean Raspail



Samedi 21 Janvier  
RDV à 12 h 15 pour l'hommage à  
Louis XVI et aux victimes des  
Guerres de l'Ouest

## 2012, une année...royale !

Si la fin de l'année 2011 fut endeuillée par de nouvelles pertes françaises en Afghanistan ou par la recrudescence des persécutions anti-chrétiennes en Afrique, l'année 2012 s'annonce quant à elle riche en événements historiques, anniversaires et autres commémorations exceptionnelles.

Pour notre association tout d'abord. Créée le 27 Avril 1972, l'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire va fêter cette année ses 40 ans d'activités, de conférences et de militantisme royaliste. Forte de cette ancienneté, notre association va continuer cette année 2012 dans sa lancée entamée en 2011 contre l'électoratisme et l'arrivisme républicains, en dénonçant la Crise Institutionnelle française.

Pour la Bretagne ensuite. Car en 2012, nous fêterons le 480<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rattachement de la Bretagne à la France, signé le 4 Août 1532 à Vannes. Pendant près de 260 ans, la Monarchie avait préservé les coutumes et traditions bretonnes, protégé cette province au caractère si singulier.

La révolution la balaya en une année, l'écrasant sous le couvercle de plomb du jacobinisme le plus ardent...

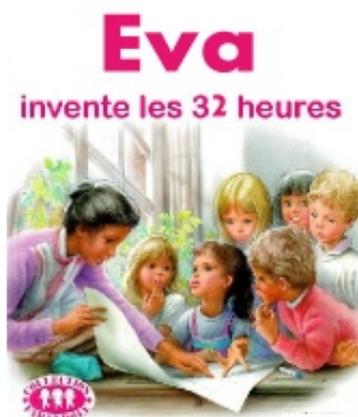
Pour la France enfin. Car voilà six siècles, le 6 Janvier 1412, la Sainte Patronne de la France, Sainte Jeanne d'Arc, voyait le jour dans la petite cité de Domrémy. Aujourd'hui plus que jamais, la France a besoin de retrouver ses véritables valeurs et ses piliers, notamment en se tournant vers ces saints qui ont donné leur vie pour la France, pour leur idéal et pour leur Foi.

Nous vous souhaitons donc une excellente année 2012. Qu'elle soit belle et prolifique pour le militantisme royaliste, pour la Bretagne et pour la France, loin des hypocrisies républicaines et des circonvolutions arrivistes des ploutocrates qui nous gouvernent depuis bien trop longtemps !

Vive le Roi !

# Les écolos et leurs 32 heures

A l'heure où les déficits budgétaires abyssaux appellent à la sagesse économique et à une certaine reprise en main de notre système financier, les écologistes ont récemment ressorti de leur baluchon en caoutchouc une aberrante « idée » vieille de 10 ans : la semaine de 32 heures, suite improbable d'une ineptie économique pourtant réelle, les 35 heures



Evidente manœuvre démagogique et attrape nigaud, cette proposition de la semaine de 32 heures essaye de voguer sur ce qui reste du culte vieillissant du « moins je travaille, plus je gagne », cette aberration économique sans nom qui trouva pourtant en Martine Aubry un incroyable chantre.

Vertement égratignée pendant les primaires socialistes par le candidat Hollande et le rabatteur Valls, la « réduction du temps de travail à 32 heures » possède donc encore quelques irréductibles défenseurs, ces inénarrables piliers de bars qui nous feraient sourire si le jeu démocratique ne les rendaient si puissants.

Face à cette ineptie écologiste, l'UMP a quant à elle décidé d'adopter la position inverse : sus aux 35 heures, haro sur les avantages sociaux, dans la pure ligne droite dictée par le dernier plan de rigueur (forfaits sociaux et indemnités de licenciements y ont été allègrement rabotés). Est-ce pour autant une solution ? Evidemment non !

Car loin d'être la panacée si bien présentée, ce retour à un rythme de 39 heures hebdomadaire ne résoudra pas les vraies questions de fond. Comment réellement équilibrer le temps de travail nécessaire et la compétitivité, entre la part grandissante laissée aux loisirs et le temps de travail nécessaire pour les payer ? Et ce, en prenant en compte les myriades de travaux, chacun ayant ses contraintes et ses difficultés, ses rythmes et ses sacrifices ?

Il apparaît donc évident que pour équilibrer la balance du travail, il faut mettre en place une réelle décentralisation des différents métiers, rendre leur liberté et leur autonomie aux corporations, et cesser cette lamentable centralisation jacobine qui veut rythmer les travaux sans prendre en compte leurs particularités. A vouloir jouer à l'égalitariste totalitaire, la république brille par son impertinence sociale : les spécificités des métiers rendent quasi-impossible une gestion globale du rythme hebdomadaire.

Elémentaire, évident voir truistique pour n'importe quel observateur sérieux, cette décentralisation corporative ne trouvera jamais sa place au sein de notre république. Centralisatrice, elle ne rendra jamais leur liberté aux corporations ; Jacobine, elle voudra en écraser les particularités ; Individualiste, elle s'évertuera à détruire les liens sociaux et à isoler l'ouvrier ; Arriviste enfin, elle n'aura de cesse de ponctionner leur travail pour satisfaire son consumérisme purulent et nihiliste.

La question des 32 heures, et même celle des 35 heures, rappellent donc l'intrinsèque impertinence républicaine par l'insolvabilité même du débat sur le temps de travail : vicié à la base, il ne trouvera de réelles solutions qu'au sein d'un régime corporatif et décentralisé, où les métiers pourront réellement se développer et retrouver une saine compétitivité, loin des fardeaux économiques et autres boulets financiers que la république s'évertue à leur mettre depuis tant d'années.

# Consommez français !

Depuis quelques temps, le « made in France » semble avoir le vent en poupe et revient très régulièrement sur le tapis médiatique. Suivant l'exemple de Nicolas Sarkozy visitant l'usine relocalisée de Rossignol dans les Alpes, les autres candidats à la course présidentielle s'arrachent donc ce sentiment de patriotisme économique français, sautant sur la manne électorale qui semble ainsi s'offrir à eux. « Label made in France », « Origine France certifiée », d'aucun de ces arrivistes n'hésite à y aller de son petit slogan patriotique, quitte à y joindre la main sur le cœur et la petite larme à l'œil, histoire de ravir la voix de la ménagère qu'ils méprisent par ailleurs au plus haut point...



Mais ce regain d'intérêt pour le patriotisme économique n'est évidemment qu'une odieuse manipulation électorale, un épiphénomène, tout comme les relocalisations tant médiatisées. Insignifiants comparés aux nombreuses délocalisations, ces retours d'entreprises n'ont créé que 511 emplois en 2009 et 2010, alors que les délocalisations en font perdre près de 36 000 à la France par an (données Insee Mai 2010). Il ne faut guère pousser la réflexion pour se rendre compte que l'actuelle surmédiatisation des quelques relocalisations ne sert qu'à glaner quelques voix frontistes et voiler l'échec des politiques anti-chômage des actuels gouvernants.

Pour autant, de nombreuses statistiques et autres sondages confirment ce regain d'intérêt pour le patriotisme économique. Plus de deux tiers des français se déclarent prêts à acheter français plutôt qu'étranger si la différence de prix n'excède pas 10 à 15 % ! Et la grande question qui brûle inéluctablement les lèvres, c'est pourquoi un produit fabriqué à 500 mètres de chez moi coûte

20 % à 30 % plus cher (différence constatée par les observateurs économiques) que celui qui est fabriqué à 5000 kilomètres de chez moi (donc en ôtant le port du produit) ?

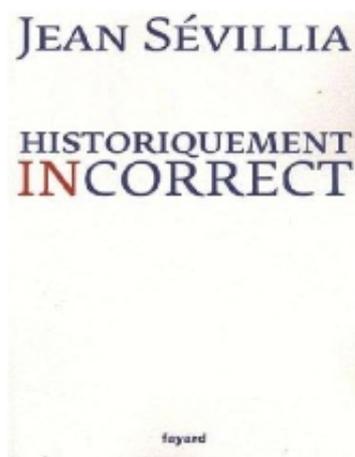
Et l'on peut, pour tenter d'éclairer cette question, prendre une récente étude de PWC (Price WaterHouse Coopers) en collaboration avec la Banque Mondiale sur les taux d'impositions des PME françaises, datée de Septembre 2011 : près de 65.8 % de taxes, juste derrière l'Italie. Ce fardeau économique est, il faut le rappeler, bien au dessus de la moyenne européenne (44.2%) ou mondiale (47.8%). Mais surtout, dans ce rapport, il est également intéressant de noter que la France est le pays européen qui taxe le plus le travail (environ 45 %) et le moins les profits (10 %) !

Bien sûr, cette charge de taxes sur les PME n'est pas la seule cause de la différence de prix des produits français par rapport aux produits européens. Coût de la main d'œuvre, marges commerciales, et bien d'autres éléments économiques doivent être pris en compte dans l'établissement du prix final d'un produit. Mais il est évident que la surcharge de taxes que la république fait peser sur les frêles épaules des PME freine littéralement toute compétitivité des entreprises françaises. Et il ne semble pas impertinent de supposer que ces fameux 10 % de trop dans les prix des produits français disparaîtraient sûrement si la république cessait de surtaxer les PME...

En attendant, les consommateurs français doivent prendre conscience que pour soutenir l'économie locale, pour maintenir le reste des emplois en France, il faut changer de mentalité de consommation : consommer peut être 25 % de moins d'éphémères besoins consuméristes pour les investir dans les produits français. Le jeu en vaut la chandelle ! Et cessons de croire aux sempiternelles promesses des présidentiables : les PME se souviennent des promesses électorales du candidat Sarkozy en 2007....

# Historiquement Incorrect, de Jean Sévilla

« Si la manipulation de l'Histoire a toujours existé, le phénomène a pris un tour aigu et particulier au cours des dernières décennies ». Dès la première page, l'auteur-journaliste pose les bases essentielles de son oeuvre. Dans la droite lignée de ces précédents essais, Historiquement Correct notamment, Jean Sévilla décide donc de continuer ses brillantes vindictes contre la bienpensance historique, « ce prêt à penser » nauséabond qui pourrait littéralement la société française.



Sur une sélection de dix thèmes, des mythes de la colonisation et de l'éternelle repentance au legs arabe à la civilisation occidentale en passant par l'inénarrable légende de la collaboration du Vatican lors de la Seconde Guerre Mondiale, l'auteur use des mêmes ficelles qui ont fait son succès : une plume décidée, une documentation sans failles et surtout une inébranlable foi en l'Histoire et la France.

Ce « prêt à penser historique », il le décortique méticuleusement, montrant les inepties inhérentes à ces manipulations bienpensantes : Anachronismes, Manichéisme et Esprit réducteur sont littéralement étrillés par une analyse objective et sérieuse des évènements.

Voilà la force de cet essai : l'objectivité de son auteur, l'effort constant de remettre l'Histoire à sa juste place, c'est-à-dire témoin d'un passé qui n'est ni tout blanc, ni tout noir, ni idéalisé, ni méprisé.

« Toutes les époques sont concernées [par les manipulations historiques, ndlr], mais les raisons de ces maquillages varient selon les dominantes idéologiques. Pour faire court, l'histoire est instrumentalisée, en Occident, depuis les Lumières : encyclopédistes et philosophes tressent une légende noire de l'Église, dont ils combattent le pouvoir. Au XIXe siècle, le roman national, tel que l'enseigne l'école jusqu'aux années 1950, s'inscrit dans une veine républicaine qui glorifie la Révolution et caricature l'«Ancien Régime» »

Historiquement Incorrect de Jean Sévilla, rédacteur en chef adjoint au Figaro, à mettre en toutes les mains !

## L'Union Royaliste Bretagne près de chez vous :

Pour connaître toutes les activités de l'URBVM : [urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr)

Contact Vendée : [jrap@wanadoo.fr](mailto:jrap@wanadoo.fr)

Contact Nantes : [urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr)

Contact Ille et Vilaine : [urbvm35@hotmail.fr](mailto:urbvm35@hotmail.fr)

Contact Morbihan : [franceroyale@live.fr](mailto:franceroyale@live.fr)

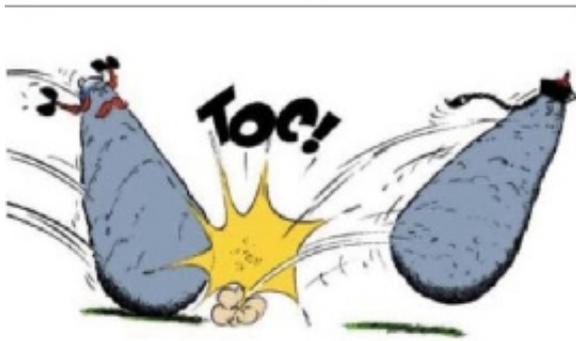
Contact Côtes d'Armor : [michel.docq@wanadoo.fr](mailto:michel.docq@wanadoo.fr)

Contact Finistère : [urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr) qui fera suivre au responsable

Rejoignez nous !

# Des granits et des tramways

A croire que les scandales ont une fâcheuse tendance à la répétition. L'année dernière, les granitiers bretons s'étaient insurgés lors de la construction du Tramway brestois, lorsque leur produit avait été délaissé pour le granit chinois. Fâcheux pour un projet « écoresponsable » : 9000 km de transport au lieu de 250 km, soit une dépense énergétique multipliée par 4 et trois fois plus de gaz à effet de serre. Si l'affaire avait fait grand bruit l'année dernière, voilà qu'une autre ville semble aujourd'hui suivre le même chemin : Tours.



Au sein d'une filière qui souffre durement de la crise économique, les principaux travaux communaux et nationaux étant reportés aux calendes grecques, ce choix risque d'être lourd de conséquences. En 10 ans, la filière du granit breton a perdu plus de 1 500 emplois selon le Syndicat des granitiers bretons, soit plus de 30 entreprises. Aujourd'hui, se faire rafler un contrat de 6 millions d'euros par les chinois passe mal pour les 1200 employés restants : même la ville de Brest avait légèrement reculé l'année dernière, laissant aux granitiers chinois s'occuper de la Place de Strasbourg et une partie des dallages prévus pour le Tramway.

A l'heure où les présidentielles s'axent sur le thème du patriotisme économique, cette affaire fait tâche. Peu d'élus en parlent, encore moins les présidentiables. Surtout pas Frédéric Lefebvre, l'actuel secrétaire d'Etat au Commerce et à l'artisanat, qui s'est littéralement fourvoyé dans l'annonce il y a un mois de la création d'un inutile label « Granitier Breton ». Logique : à vouloir faire de l'annonce et de l'esbrouffe inutiles, on en oublie l'essentiel.

Balancer quelques labels nationaux n'apporte qu'un coup de pouce médiatique à des filières déjà existantes en voilant les vrais problèmes : les produits français croulent toujours sous les taxes et les ponctions gouvernementales, et leur prix stagne toujours largement au-dessus de celui des concurrents (30 à 40 % de plus que le granit chinois). Miser toute la communication « Made in France » sur l'aspect qualitatif ne suffit évidemment pas : à l'heure du libre-échange et de l'ardente concurrence internationale, à l'heure où les budgets des collectivités sont restreints et où la crise économique inhibe complètement tout « protectionnisme économique », il faut travailler sur les coûts que l'Etat républicain fait porter aux entreprises françaises.

Evidemment, la raison et le bon sens appellent à un sursaut corporatif, à un réveil des travailleurs pour qu'ils puissent réellement s'organiser et se développer en conservant qualité mais en améliorant leur compétitivité via un abaissement des taxes gouvernementales. Mais ce sursaut, bloqué par le couvercle de plomb de la république jacobine, ne se trouvera qu'au sein d'un régime décentralisé, axant sa politique au service du peuple et pour le Bien Commun : la Monarchie.

# L'argent, le blé et l'oseille... Par Jean Philippe Chauvin

Les vacances scolaires ne sont pas des vacances pour l'actualité, semble-t-il... Entre les 489 milliards d'euros avancés aux banques européennes par la Banque centrale européenne, les suppressions de poste dans l'Education nationale annoncées la veille des départs ou la grève des agents de sécurité dans les aéroports, pas le temps de s'ennuyer... Le point commun à ces trois informations, c'est l'argent : celui que l'on prête, celui que l'on économise, celui que l'on réclame...

L'argent que l'on prête : 489 milliards d'euros avancés à 523 banques européennes, à un taux d'intérêt de... 1 % par an ! Le but officiel de cette démarche est d'inciter les banques à prêter elles-mêmes aux petites et moyennes entreprises et certains souhaitent qu'elles rachètent aussi de la dette souveraine des États européens en difficulté, mais les banques vont-elles vraiment le faire ? Rien n'est sûr, loin de là... Ces milliards encore avancés aux banques laissent, il faut bien le dire, un goût amer aux citoyens qui se demandent si cet argent n'aurait pu être prêté directement, soit aux États soit aux entreprises et aux ménages... L'impression générale, sensible au comptoir des cafés (véritable thermomètre des opinions du moment, parfois aux températures plus élevées que dans les médias...), est que « l'on ne prête qu'aux riches », à ceux qui n'en ont pas forcément le plus besoin... Ce n'est pas le meilleur signal que l'Union européenne puisse envoyer à des populations qui ne croient déjà plus guère en elle !

L'argent que l'on économise : l'Education nationale a annoncé la suppression de plusieurs milliers de postes d'enseignants à peine quelques heures après une grève qui n'a eu aucun impact, sinon négatif sur l'impression que nos concitoyens ressentent à l'égard des professeurs... Ces milliers de postes supprimés vont-ils vraiment permettre des économies ? En fait, j'en doute, non par un simple réflexe « corporatiste », mais par une série d'observations faciles à faire : d'abord, le nombre d'élèves scolarisés continue à croître et le maintien d'un taux de fécondité plutôt élevé au regard des autres pays européens permet de prévoir des besoins persistants pour la formation, autant primaire que secondaire et supérieure ; ensuite, la rurbanisation et l'étalement urbain, s'ils sont bien maîtrisés

, nécessitent des besoins scolaires supplémentaires ou, au moins, maintenus dans ces zones parfois de plus en plus éloignées des centres urbains, besoins principalement concentrés dans le primaire ; d'autre part, le nombre d'élèves par classe va logiquement augmenter sans que, pour autant, l'autorité et la crédibilité des enseignants soient renforcées, au risque ainsi de décourager un peu plus un corps professoral qui se plaint déjà de ne plus avoir l'écoute ni le respect de jeunes qui s'ennuient à l'école et qui, du coup, s'émancipent des règles de celle-ci et de la société... Du coup, les économies escomptées des réductions de postes d'enseignants risquent bien d'être annihilées par les conséquences mêmes de ces suppressions, mal venues aujourd'hui pour les raisons susdites...

L'argent que l'on réclame : la grève des agents de sûreté des aéroports français, dont le préavis a été déposé plus d'une semaine avant les départs en vacances, est un moyen utilisé par ce que l'on peut qualifier sans exagération de prolétariat (au regard de la situation sociale française et dans le cadre du monde du travail, hors chômage) pour obtenir des augmentations de salaires qui, en fait, sont plutôt légitimes et qui valent mieux que d'aléatoires primes. Que le gouvernement parle de « prise d'otages » est assez indigne, ne serait-ce que pour des raisons morales : peut-on ainsi comparer des vacanciers retardés dans leur départ à nos compatriotes retenus prisonniers de par le monde par des groupes terroristes ou des bandes de rançonneurs ? Cet abus de langage est tout aussi exagéré et illégitime que les propos de certains ministres étrangers accusant la France de « génocide » durant la guerre d'Algérie... « Savoir raison garder » est une vieille formule capétienne que les uns et les autres feraient bien de méditer avant de parler sans discernement !

Ce qui est certain, c'est que l'argent n'a pas la même signification ni le même « prix » selon le point de vue des uns ou des autres. Ce qui est non moins certain, c'est que nos sociétés ne doivent pas oublier que le partage est encore le meilleur moyen de faire que l'argent ne devienne pas un tyran, et que l'argent ne doit être qu'un moyen et non une finalité en soi...

# L'Etat, la démagogie et le droit de penser

Sarkozy nous l'avait promis, Sarkozy l'a fait. Mais avec un pitoyable timing et des conséquences géopolitiques éminemment dramatiques. La proposition de Loi sur « la négation des génocides » a donc été adoptée aujourd'hui même par l'Assemblée Nationale, malgré les réticences et les critiques d'un grand nombre de personnalités, du président de l'Assemblée Bernard Accoyer (UMP) à l'ex-ministre Eric Woerth en passant par la frétilante ministre de la « Culture ».



Si quelques journalistes et politiciens sérieux avaient rappelé, à raison, l'hypocrisie de la république sur la reconnaissance du Génocide Vendéen ou sur l'impertinence de l'utilisation parlementaire française pour dénoncer des crimes internationaux, peu s'attardent réellement sur la déclaration pourtant impressionnante du ministre des Affaires étrangères turc qui a fustigé la France de « créer ainsi un nouveau dogme d'interprétation de l'Histoire, qui interdit tout autre manière de penser ».

A l'heure où Jean Sévilla dénonce « l'Historiquement Correct » et la falsification volontaire de l'Histoire de France depuis les Lumières, cette déclaration turque, même si elle sert à défendre les indéfendables crimes commis contre le peuple arménien, a le mérite de pointer du doigt la pensée unique républicaine française, ces dogmes insidieusement entrés dans la société et qui rythment constamment les débats français.

Ainsi faut-il se poser la question, peut-être farfelue au premier abord, du droit de penser par soi-même en France, de suivre ses propres réflexions : le « *sapere aude* » des philosophes semble aujourd'hui bien surfait ! Si la pensée unique historique commence enfin à s'effriter grâce à l'indépendance d'esprit d'écrivains, d'historiens et de journalistes, l'on peut aisément se poser la question de la pensée unique politique et sociale, de ces dogmes de « la démocratie salvatrice de la tyrannie monarchique » ou de « l'Etat Providence » qui continuent allègrement de malmener le bon sens et l'intelligence même.

La république s'est toujours forgée sur l'écrasement de la contestation, qu'elle soit populaire (Génocide Vendéen) ou philosophique (réformation intellectuelle des jeunes générations). Orgueil et vanité sont les piliers de sa politique, dogmes et tabous ses armes intellectuelles et législatives pour asseoir sa puissance. Est-il dès lors surprenant qu'elle s'érige en juge et maître de l'Histoire internationale, légiférant à outrance pour pouvoir donner des leçons aux autres pays ? Est-il dès lors surprenant qu'elle inhibe toute indépendance intellectuelle, toute réelle philosophie politique en formatant dès le plus jeune âge les jeunes français à adhérer à ses dogmes ?

Ces sempiternelles lois mémorielles ne forment que la partie émergée de l'iceberg du carcan intellectuel républicain : le « négationnisme » politique ou social (comprenez l'opposition à la république), est depuis longtemps condamné, souvent par une mise au ban immédiate et sans préavis de la société. Doit-on rappeler les cas de Marius Plateau, Philippe Daudet et tant d'autres royalistes qui ont payé de leur vie leurs positions politiques ? Et l'on ne peut s'empêcher de citer Ulrich Wikert : « Même dans une société éclairée, les tabous nuisent aux causes qu'ils prétendent défendre. Car ils provoquent des peurs, et ces peurs induisent des comportements irrationnels, y compris en politique ».

# Sire de Jean Raspail, de JJ Dallemand

Parmi les grandes figures de la littérature du 20<sup>e</sup> siècle, Montherlant, Michel de Saint-Pierre, Paul Morand, Drieu la Rochelle, Jean Raspail, cet homme du devoir, éclaire avec le style radical qui est le sien tout un pan de l'effroyable banalité intellectuelle dominante. Le totalitarisme de la pensée unique -cette notion-clé est réduite entre parenthèses -le temps de savourer ce merveilleux ouvrage "SIRE" . Toutes les valeurs, nos valeurs : partage, honneur, fidélité, engagement physique et spirituel au service du Royaume y sont magistralement décrites. Honneur, Patrie, Valeur, Discipline deviennent tout à coup l'idéal à non seulement maintenir, mais à dépasser sans perdre un instant, afin que la belle permanence du sentiment Royal ne s'égare plus dans les chemins de la seule nostalgie.

Le Souverain qu'il nous présente est en tout point digne de l'idée correspondant à nos rêves; la pureté, le recueillement, le respect dûs à l'Histoire du Royaume grandissent le lecteur à jamais. Ce splendide réquisitoire "SIRE" expose ligne par ligne ce que signifie l'oubli du "mal banalisé" lorsque la visite documentée des cryptes de la basilique Saint-Denis nous entraîne à contempler notre propre mort à travers le saccage "révolutionnaire" de 1792 que nous ne sommes pas près d'occulter. SIRE est à la fois un réquisitoire contre l'oubli et son cortège morbide mais aussi un merveilleux plaidoyer d'où il ressort -spontanément ordonnée- l'urgence de célébrer la foi constante dans l'idée de Restauration monarchique.

Jean-jacques Dallemand

## Institut PASSERELLE

L'Institut PASSERELLE vous propose un entraînement aux entretiens, tests, examens et concours marine (ou militaires). Du niveau 3<sup>e</sup> à Bac +5) - Sessions par demi-journée du lundi au vendredi - y compris durant les congés scolaires. membres de la Fraternité ou amis bienvenus. contact 0553530421

## Soutenez l'URBVM en affichant vos idées !



- 74\*105 mm : 4 euros les 10 ; 7 euros les 20 ; 10 euros les 30

- 105\*148 mm : 5 euros les 10 ; 8 euros les 20 ; 12 euros les 30

Envoyez votre commande sur [urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr) et soutenez la cause royale !